



EBS 4 - VSLC

APERÇU

AVERTISSEMENT : Le scénario suivant contient des références à des violences sexuelles qui peuvent être pénibles pour certains participants.

Dans cet exercice de jeu de rôle basé sur un scénario, vous explorerez les moyens de mettre en pratique de manière efficace les concepts que vous avez appris dans la **LEÇON 3.1 : DROITS HUMAINS**

L'objectif de cette formation est d'appliquer les connaissances et les compétences acquises au cours de la leçon. L'objectif est d'améliorer vos capacités de résolution de problèmes en équipe et votre esprit critique afin d'anticiper les situations que vous pourriez rencontrer en tant que membre de l'ONU-EE. Ce scénario sur les violences sexuelles liées aux conflits (VSLC) offre une formation pratique dans un environnement d'apprentissage sûr afin d'améliorer votre état de préparation.

Les effets de l'engagement ne sont pas fournis car le scénario est basé sur un engagement non planifié. Les effets de l'engagement recommandés se trouvent dans les notes de l'instructeur.

TEMPS REQUIS POUR L'ACTIVITÉ D'APPRENTISSAGE

10 minutes	Présentation de l'activité, de son objectif et de son environnement. Lecture des documents de presse et des rapports sur les violences sexuelles liées aux conflits (VSLC).
35 minutes	Examen du scénario CARANA spécifique à l'EBS.
30 minutes	Jeux de rôle
20 minutes	Débriefing
Tâche	Rédiger un rapport sur la réunion.



LES POINTS À SOULIGNER LORS DE LA PRÉSENTATION

Rappelez aux élèves les supports clés sur les VSLC.

Les droits humains sont un fondement essentiel des Nations Unies - Le succès des opérations de maintien de la paix des Nations Unies dépend de l'attention portée aux droits humains. Les résultats des opérations de paix des Nations Unies se mesurent en grande partie et en fin de compte par la manière dont elles contribuent à protéger les droits humains, y compris dans les situations de menace imminente de violence physique, et à empêcher que de nouvelles violations ne se produisent.

Protection des civils (PdC) - Il s'agit de répondre aux menaces de violence physique, d'atteinte à la vie et à la liberté des civils. Les civils peuvent être vulnérables en cas de conflit en raison de leur degré d'autosuffisance, de facteurs individuels, communautaires et environnementaux et de l'accès à l'assistance.

Responsabilités de l'ONU-PE en matière de droits humains - Prévenir et faire cesser la violence, protéger les civils des menaces des groupes armés, faire la distinction entre civils et combattants, soutenir les mécanismes de protection des communautés, coordonner les actions avec les autres entités chargées de la sécurité, traiter les personnes avec dignité et respect et offrir un environnement sûr et sécurisé.

Violence sexuelle liée aux conflits (VSLC) - Incidents ou schémas de violence sexuelle tels que le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, le mariage forcé, ainsi que toute autre forme de violence sexuelle d'une gravité comparable, perpétrés contre des femmes, des hommes, des filles ou des garçons, et ayant un lien direct ou indirect avec un conflit.

Principe de « Ne pas nuire » - L'ONU-PE doit veiller à ce que ses activités n'exposent pas les individus ou les communautés à des préjudices ou des souffrances supplémentaires, par exemple en les exposant à des représailles pour avoir coopéré avec la mission ou pour avoir divulgué des informations confidentielles. Le préjudice peut être à la fois **direct** et **indirect**, physique et psychologique, y compris la répétition du traumatisme, la stigmatisation, la violence et la marginalisation. Par exemple, dans certaines sociétés, les survivantes de violences sexuelles peuvent être rejetées après la révélation qu'elles ont été victimes de VSLC, tandis que dans d'autres, elles peuvent être forcées d'épouser leur agresseur. L'ONU-PE doit en tenir compte lors de la planification et lorsqu'elle conseille les commandants concernés.

Approche centrée sur les survivants - L'ONU-PE doit veiller à ce que les droits, les besoins et les choix des survivants de VSLC, tels qu'ils les ont eux-mêmes identifiés, soient au centre de toute action entreprise. L'ensemble des interventions en cas de VSLC doivent assurer la participation effective des survivants et correspondre à leurs sexe, genre, âge, situation précise et contexte culturel. Par exemple, un(e) survivant(e) peut



préférer *ne pas* signaler le cas aux autorités, et les soldats de la paix doivent respecter cette décision.

Interroger les survivants - Comme le fait de parler de leurs expériences présente le risque pour les survivants de répéter le traumatisme, les membres de l'équipe d'intervention des Nations Unies *n'interrogeront pas* les survivants sur les détails de la violence sexuelle. Ils peuvent demander des détails sur les circonstances entourant le(s) événement(s), mais ne poseront pas de questions directes sur le(s) événement(s) et *n'essaieront pas* d'utiliser des moyens indirects pour recueillir ces informations. Seul le personnel possédant des compétences spécialisées est en mesure de mener ces entretiens.



NOTES DE L'INSTRUCTEUR

Ce dossier doit être imprimé sur une seule face et distribué comme suit :

- **Instructeur** – Aperçu et guide d'activités
- **Tous les étudiants** – Aperçu du scénario, dossier de l'ONU-PE, listes de contrôle (voir la liste de contrôle de l'EBS), copies des rapports et des documents de référence
- **Participants** - Dossier confidentiel spécifique

Comme il s'agit d'une rencontre fortuite, les candidats doivent déterminer le lien entre l'engagement et le tableau des effets de l'engagement. Cet EBS renvoie aux effets suivants :

Effets de l'engagement

- **EE5** – Les ressortissants locaux se sentent en sécurité pour rester ou retourner chez eux

Objectifs de l'engagement

- **OE4** - Augmenter le nombre de signalements de violations des droits humains, en particulier à l'encontre des populations vulnérables (femmes, enfants, personnes déplacées, personnes âgées, LGBTIQ+ et personnes handicapées)
- **OE5** - Les ressortissants locaux font confiance à la MANUC

Besoins d'information

- **BI1** – Changements dans le mode de vie
- **BI5** - Présence de groupes belligérants
- **BI12** - Indicateurs de VSLC

Parties prenantes de la mission

- **PPM1** - Population générale du CARANA
- **PPM11** - Populations vulnérables (femmes, enfants, personnes déplacées, personnes âgées, LGBTIQ+ et personnes handicapées)

Messages clés

- **MC6** - Les actes de violence, les menaces et les autres actes anarchiques commis au CARANA par n'importe quelle partie feront l'objet d'une enquête et seront traduits en justice

Si une langue de mission est utilisée dans l'EBS, vous utiliserez la langue de mission comme langue pour délivrer les instructions.



APERÇU DU SCÉNARIO DE CARANA

Après des années de conflit violent entre le gouvernement de CARANA, dominé par les Caranais, et les forces rebelles, un accord de cessez-le-feu a été établi et l'accord de paix de Kalari (KPA) a été signé le 1er mars 2019.

Le KPA a été facilité par l'organisation régionale, la Coalition régionale du continent (CRC), afin de mettre un terme à la violence et d'ouvrir la voie à un processus de paix au CARANA.

Le KPA prévoit qu'une mission mandatée par les Nations Unies prendra le relais de la mission d'observation légère du CRC au CARANA (CRCAC) afin d'aider à superviser et à vérifier le cessez-le-feu ainsi qu'à stabiliser le pays.

Dans sa résolution 1544 (M1 2017), le Conseil de sécurité des Nations Unies autorise la création de la Mission d'assistance des Nations Unies au CARANA (MANUC) en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Les troubles dans la région du CARANA ont conduit à la création de divers groupes rebelles. Les Combattants Indépendants du Sud CARANA (CISC) sont une formation non structurée de rebelles aux origines diverses. Certains membres sont des TATSI déserteurs du CDF, tandis que d'autres sont des réfugiés de la guerre au RIMOSA. L'effectif total est estimé à environ 3 000 combattants. Le soutien public au CISC est principalement basé dans la province de LEPPKO, dominée par les TATSI. Le CDF (Forces de défense du CARANA) étant occupé par le MPC à l'ouest, la province de LEPPKO ne dispose que de défenses minimales pour contrer les forces rebelles.

Le mouvement a réussi à rallier de jeunes hommes à sa cause en combinant la corruption et les abus du gouvernement, y compris les politiques antimusulmanes, le zèle religieux et la mauvaise situation économique. La discipline et la cohésion interne de ce groupe rebelle sont actuellement faibles, tout comme le niveau de formation, même si, ces derniers temps, on constate de plus en plus la présence d'extrémistes étrangers expérimentés qui ont augmenté le rythme et la qualité des opérations du CISC.

Bien que rien n'indique que le CISC refuse de déposer les armes conformément au traité de Kalari, l'absence d'une structure organisationnelle adéquate et le manque de discipline inhérent aux différentes factions dissidentes rendront le processus très risqué.

Il est évident que certaines factions ont été radicalisées par des extrémistes islamistes, et il est probable que certaines factions se sentiront désavantagées, ce qui entraînera une activité militaire indépendante, qui peut avoir des motivations sectaires, religieuses, politiques ou criminelles.

Nombre de ces soldats du CISC ont également été impliqués dans des violences sexuelles systématiques à l'encontre de femmes, de filles et de jeunes garçons chrétiens, en représailles aux violences et abus sexuels similaires et historiques commis par le CDF à l'encontre de la population musulmane TATSI. Il est donc difficile de



déterminer comment l'intégration de ces groupes armés sera perçue par la population des zones touchées. Dans le groupe CISC, il y a également un pourcentage élevé de femmes et de filles chrétiennes de LEPPKO et des provinces environnantes qui ont été enlevées et vivent maintenant avec la milice. En effet, ces femmes et ces jeunes filles assurent également la logistique et les soins de santé de la structure militaire du CISC.

Le CDF et les forces de l'ordre au sud sont également responsables de violences sexuelles à l'encontre des civils des groupes ethniques KORI et TATSI. Le conflit semble avoir exacerbé la traite des femmes et des enfants, tant à l'intérieur du pays que vers les pays voisins. La traite des êtres humains est liée au trafic d'armes et de stupéfiants, tous trois utilisés par les parties belligérantes pour poursuivre le conflit.



DIRECTIVES CONCERNANT LES ACTIVITÉS POUR LES INSTRUCTEURS

1. Utilisez les premières minutes pour distribuer et permettre aux participants de lire le contexte et les instructions du scénario. Certaines notes sont confidentielles et ne doivent être vues que par le participant.
 2. Distribuer les listes de contrôle - **Référence A, Référence B, Référence C, Référence D**
 3. Répartir les participants en groupes de taille égale. Désigner dans chaque groupe :
 - Une personne jouant le rôle d'un(e) survivant(e) de VSLC. **REMARQUE :** L'instructeur doit parler au candidat de ce rôle et confirmer que le candidat est à l'aise dans ce rôle
 - Une personne pour diriger l'engagement
 - Une personne chargée de la prise de notes
 - Une personne pour agir en tant qu'assistant linguistique (l'utilisation de l'assistant linguistique est facultative)
- REMARQUE :** Les membres du groupe doivent changer de rôle si une deuxième session est effectuée afin de s'assurer que chacun a la possibilité de s'exercer à un engagement.
4. Remettez à chaque participant son dossier afin de lui donner un aperçu de son rôle et/ou de son personnage.
 5. Informer les groupes qu'ils peuvent trouver plus d'informations sur les cas de VSLC dans la région, le CISC, la CARANA du Sud, la province de LEPPKO, etc. par le biais d'informations de source ouverte (EBS 1-6 Médias et rapports).
 6. Veiller à ce qu'un instructeur ou un candidat soit désigné pour observer le processus.
 7. Donnez à chaque membre la possibilité d'étudier son propre dossier et de décider de sa stratégie.
 8. Laissez les engagements se dérouler conformément au scénario. Laissez le scénario se dérouler pendant 10 minutes. Si les choses ne se passent pas bien, accordez à l'ONU-EE 5 minutes pour se regrouper et réactualiser son plan.
 9. Les participants doivent respecter les principes directeurs (Ne pas nuire, confidentialité, consentement éclairé, sensibilité au genre, intérêt supérieur de l'enfant et approche centrée sur le survivant). En utilisant des techniques de communication appropriées, ils doivent recueillir les informations essentielles sur l'incident, partager avec le/la survivant(e) des informations sur les voies d'orientation locales (avec son consentement éclairé), rédiger le(s) rapport(s) approprié(s) et fournir au commandant une meilleure connaissance de la situation dans la zone d'opérations du bataillon.



10. Résultats attendus de la formation :

- Comprendre votre mission et vos responsabilités en tant que membre de l'ONU-PE, y compris votre mandat de protection.
- Savoir comment réagir de manière appropriée aux informations sur les VSLC en ;
 - Répondant aux besoins immédiats de sécurité et de protection du/de la survivant(e).
 - Recueillant des informations pertinentes sur l'incident tout en reconnaissant les limites de ce que vous pouvez ou ne pouvez pas demander.
 - Ayant une connaissance des voies d'orientation locales et, avec le consentement éclairé du/de la survivant(e), partager avec lui/elle des informations sur les services d'assistance médicale, psychosociale, socio-économique et juridique disponibles au niveau local.
 - Rendant compte du cas en temps voulu et de manière appropriée au COC et aux conseillers en protection civile (conseiller en protection des femmes, responsable des droits humains, conseiller PdC, conseiller en protection de l'enfance), y compris l'analyse des indicateurs d'alerte précoce.
 - Respectant à tout moment les principes directeurs de l'approche « Ne pas nuire » et de l'approche centrée sur le survivant.
- Lorsque vous parlez au/à la survivant(e), tenez compte de son âge et de son sexe, soyez respectueux, utilisez un langage qui encourage la conversation et qui n'est pas offensant, utilisez un langage corporel ouvert et une écoute active.
- Tenir compte des obstacles culturels et spécifiques au genre à la collecte d'informations.
- Veiller à ce que toutes les observations et tous les rapports soient exacts et impartiaux.
- Utiliser efficacement l'assistant linguistique (recours facultatif).
- Identifier les questions clés et déterminer quelle(s) autorité(s) appropriée(s) peut (peuvent) apporter une réponse.
- Connaître les principaux partenaires en matière de protection au sein de la force et de la mission élargie des Nations Unies.

11. Les points de débriefing et questions que l'instructeur doit aborder et poser au groupe après l'EBS sont les suivants (il s'agit d'un exemple de questions qui peuvent être posées. Certains peuvent être omis et d'autres peuvent être ajoutés si nécessaire pour améliorer la formation) :



- Quelles sont les obstacles à la communication évidents dans ce scénario ? Par exemple, l'âge, la langue et/ou le langage corporel des membres de l'ONU-EE.
- Comment avez-vous appliqué le principe « Ne pas nuire » dans ce scénario ?
- Quels sont les facteurs culturels ou de genre qui peuvent être liés à l'obstacle ou aux obstacles ? Par exemple, les préjugés des membres de l'ONU-EE tels que le genre, la langue, l'importance des traditions et le jugement.
- Comment les obstacles peuvent-ils influencer sur la confiance dans la Force ?
- Quels sont les comportements spécifiques qui pourraient contribuer à réduire ou à supprimer le(s) obstacle(s) ?
- Votre équipe a-t-elle compris sa mission et ses responsabilités dans la réponse aux informations relatives aux VSLC ?
- Votre engagement auprès du/de la survivant(e) a-t-il été efficace ? Avez-vous obtenu les informations nécessaires à la rédaction du rapport ?
- Quel type de questions avez-vous utilisé pour engager le/la survivant(e) ? Par exemple, des questions ouvertes et fermées, des questions de confirmation et des questions dirigées.
- Vos questions et votre engagement ont-ils eu un impact sur l'impartialité du rapport ?
- Comment vous êtes-vous assuré que le/la survivant(e) n'était pas exposé(e) à d'autres dangers ? (physiques/psychologiques)
- De quelle manière avez-vous pris en compte les besoins et les choix spécifiques du/de la survivant(e) au cours de l'interaction et de l'action de suivi ?
- Au-delà du rapport sur la VSLC, quels sont les autres informations et moyens à faire remonter dans la chaîne de commandement ?
- Avez-vous obtenu un consentement éclairé ? Comment le savez-vous ?
- Que feriez-vous différemment si vous deviez à nouveau interviewer un(e) survivant de VSLC comme celle-ci ?



DESCRIPTIF DE LA TÂCHE DE L'ONU-EE

Remarque : Toute la coordination de votre mission a déjà été effectuée avec le QG de l'UNIBAT.

Votre ONU-EE effectue une patrouille dans la province de LEPPKO. Votre bataillon continue d'être confronté à des problèmes liés aux acteurs non étatiques du CISC qui opèrent en dehors des limites de l'accord de Kalari. Ces membres du CISC s'opposent à la présence des forces de l'ONU dans leur région et sont connus pour leur implication dans des violences sexuelles systématiques contre les femmes, les filles et les jeunes garçons chrétiens, en représailles à des actes similaires et historiques des CDF contre la population musulmane TATSI. Il y a également un pourcentage élevé de femmes et de filles au sein du CISC qui ont été enlevées et qui vivent maintenant avec la milice. Ces femmes et ces jeunes filles assurent la logistique et les soins de santé de la structure militaire du CISC.

Lors d'un engagement improvisé avec les femmes du village de LORA, vous apprenez que les soldats ont obligé les filles à monter dans leurs camions alors qu'elles rentraient à pied de l'école à IGOTU (à 4 km). On vous dit qu'une jeune fille s'est enfuie de l'un des camps du CISC. Les femmes du village affirment qu'elle a été « donnée » à l'un des soldats du camp. Vous avez demandé si vous pouviez lui parler. Les femmes vous conduisent à la maison de la survivante.

Discussion :

- Quelle est votre évaluation de la situation ?
- Quelle aide peut être apportée à la survivante ?
- Quelles sont les options dont vous disposez pour gérer les auteurs d'infractions et quelle ligne de conduite souhaiteriez-vous adopter ?
- Quelle assistance souhaiteriez-vous obtenir du QG de la mission ou de la force ?
- Quelles recommandations souhaiteriez-vous faire à votre QD ?
- Quels sont les sujets et les questions à éviter lorsque l'on parle à un(e) survivant(e) ?

Au cours de votre engagement avec le/la survivant(e), vous devez :

- Engagez la conversation avec le/la survivant(e) de manière sûre et respectueuse.
- Vous assurer de bien comprendre votre mandat, vos responsabilités et le contexte culturel.
- Faire appel à un assistant linguistique pour communiquer avec le/la survivant(e).

Vous pouvez contacter la ligne d'assistance confidentielle par téléphone ou en envoyant un SMS au centre d'assistance sur la violence basée sur le genre au 00905.



L'hôpital le plus proche se trouve à NEHERI, à 42 km. Une clinique y administre des kits PEP et des tests de grossesse.

Votre approche est celle d'un soldat de la paix de l'ONU utilisant une perspective de protection et de sensibilité au genre. Votre tâche consiste à recueillir des informations qui peuvent être rapportées avec précision et sans parti pris à votre chaîne de commandement.

Le recours à un assistant linguistique est facultatif. Si c'est le cas, vous devez utiliser les compétences de l'assistant linguistique pour communiquer avec le/la survivant(e). Reportez-vous à la liste de contrôle pour le recours à un assistant linguistique.

Points que l'ONU-EE doit prendre en compte pendant l'engagement :

- Traiter les survivants avec respect, dignité et égalité, sans discrimination.
- Effectuer des interventions en tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Respecter les survivants en tant qu'individus distincts et leurs choix éclairés.
- Fournir des informations claires et complètes aux survivants pour leur permettre de faire des choix éclairés, y compris des évaluations des risques pour chacun.
- Demander un consentement éclairé signifie demander au/à la survivant(e) la permission d'entreprendre une action (par exemple, une orientation) et de partager des informations à son sujet avec d'autres (par exemple, des services d'orientation). Le consentement éclairé doit être donné volontairement et librement par le/la survivant(e), sur la base d'une appréciation et d'une compréhension claires des faits, des implications et des conséquences futures de toute action entreprise.



DOSSIER CONFIDENTIEL - MÈRE

Vous jouerez le rôle de la mère de la jeune fille. Vous vous appelez DIANALI, épouse de JEFFERSON. JEFFERSON est mort d'une overdose il y a deux ans. Vous vous inquiétez pour sa santé car elle se plaint de douleurs à l'estomac depuis son retour il y a deux jours. Vous êtes gênée que votre fille soit une survivante et vous hésitez à l'emmener chercher de l'aide. Vous êtes réceptive au fait que l'ONU-EE pose des questions à votre fille. Vous êtes ouverte à ce que le médecin apporte son aide à votre fille.

Si on vous le demande, vous pensez que les filles de ce village ont été prises pour cible parce qu'elles sont chrétiennes.

Aménagez la pièce pour qu'elle ressemble le plus possible à une salle de séjour. MARIE est assise par terre. L'ONU-EE va frapper à la porte. L'équipe a été escortée par des femmes du village qui leur a parlé de MARIE. L'équipe vous demande si elle peut parler à votre fille si vous les y autorisez. Vous acceptez.



DOSSIER CONFIDENTIEL - SURVIVANTE

Vous vous appelez MARIE. Vous avez 19 ans et avez été kidnappée alors que vous rentriez chez vous à LORA après avoir déposé votre jeune sœur à l'école d'IGOTU. Un homme nommé **Capitaine** vous a dit que vous étiez à lui et vous a forcée à avoir des relations sexuelles. Vous avez convaincu un des garçons du camp de vous aider à vous cacher dans un camion qui allait à la ville. Une fois en ville, vous avez appelé votre mère. Un homme du village est venu vous chercher.

Depuis l'attaque, vous ressentez des douleurs au ventre et vous avez peur d'être enceinte. Vous êtes inquiète pour votre sécurité et celle de votre famille, car des hommes armés rôdent toujours autour du village. Vous pensez être rentrée chez vous depuis trois ou quatre jours.

Vous avez peur et vous êtes gênée. Vous hésitez à partager des informations avec l'ONU-EE. Vous ne parlez pas la même langue que la patrouille, vous devez donc relayer l'histoire à un assistant linguistique, ce qui vous met mal à l'aise de devoir raconter des informations personnelles à autant de personnes. Votre confiance augmentera si l'un des soldats de la paix vous propose de parler dans un espace confidentiel, vous demande votre consentement avant de poser des questions et vous pose des questions sur vos préoccupations.

Vous craignez pour votre sécurité depuis que le **Capitaine** sait où vous habitez.

Lors de la discussion avec l'ONU-EE, vous devez fournir des informations d'ordre général :

- Vous avez vu un lac en vous échappant. Le trajet jusqu'à la ville n'a pas été long.
- Il y avait trois garçons qui vous gardaient. Un à la fois.
- Vous avez vu une autre fille qui était mariée au « Commandant ». Vous ne connaissez pas le nom de l'autre fille. Vous ne l'avez vue que lorsqu'elle était dans le camion avec le Commandant. Elle avait l'air d'avoir votre âge.
- Si on vous demande de décrire les soldats, ils sont de tous âges. Certains garçons, d'autres plus âgés. Certains portaient des uniformes complets, d'autres non. Beaucoup étaient armés, mais certains portaient simplement des couteaux ou des gourdins.
- Déplacez-vous ou gardez le silence si des questions vous sont posées de manière irrespectueuse ou si vous n'en connaissez pas la réponse.

Vos réponses aux membres de l'ONU-PE sont directement liées à la manière dont ils s'entretiennent avec vous.

- Si l'équipe n'est pas sensible à la dimension de genre ou n'est pas respectueuse, vos réponses resteront vagues. Les considérations relatives à la sensibilité au genre comprennent le fait de vous demander si vous préférez parler à une femme ou à un homme et de tenir compte du sexe de l'assistant linguistique et des personnes présentes dans l'espace où se déroule l'entretien.
- Si l'ONU-EE pose des questions inappropriées ou des questions qu'elle n'a pas le droit de poser, vous devez pleurer, refuser de répondre et refuser de continuer à lui parler.
- Si l'ONU-EE pose des questions et s'engage efficacement, donnez-lui progressivement plus de détails.



NOTE CONFIDENTIELLE - ASSISTANT LINGUISTIQUE (Facultatif)

Vous êtes un(e) assistant(e) linguistique à LEPPKO. Vous n'avez pas reçu de formation professionnelle. Vous avez une certaine connaissance de la langue de la mission et des langues locales. Vous avez été engagé par la mission comme « assistant linguistique » et vous étiez avec la patrouille lorsqu'elle a rencontré la jeune fille.

Au cours de l'entretien avec le survivant, vous devez :

- Traduire ce qu'elle dit et ce que disent les membres de l'ONU-PE.
- Maintenir votre attention sur le membre de l'ONU-PE, mais montrez un certain dédain ou un manque de considération pour l'expérience de la survivante.
- Garder le contact visuel avec le membre de l'ONU-PE et montrez que vous êtes proche de lui.
- Veillez à interrompre l'ONU-EE si elle fait de longues phrases ou si elle parle/écoute sans que vous ne traduisiez pour elle.

FACULTATIF pour rendre le scénario plus complexe : Vous êtes touché par l'état de la femme, mais vous pensez également qu'elle est en partie responsable des viols et, par conséquent, vous manquez d'empathie pour son expérience. Ajoutez vos propres commentaires ou opinions au cours de votre traduction. Suggérez aux membres de l'ONU-PE que la femme pourrait mentir. Lorsqu'on vous le demande, corrigez-vous et interprétez si nécessaire.

Ne pas oublier :

- Vous avez une certaine connaissance de la langue de la mission.
- Vous comprenez la langue locale.